

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1225 - 10 septembre 1987 - 4,5 F

### D 1225 NICARAGUA: ALÉAS DU PROJET D'AUTONOMIE DE LA CÔTE ATLANTIQUE

C'est en 1985 que le gouvernement sandiniste mettait en oeuvre sa nouvelle politique concernant la Côte atlantique, après les erreurs initiales. Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) auprès des populations indiennes de cette région (cf. DIAL D 772, 914 et 1036). Deux mesures illustraient le changement survenu: la mise à l'étude en mai 1985 d'un statut d'autonomie pour la Côte atlantique, et le retour en juillet 1985 des premiers Indiens miskitos sur les dix mille qui avaient été autoritairement transférés à l'intérieur du Nicaragua en 1982. Retour sur le Coco pratiquement terminé en fin 1986.

La population de la Côte atlantique est en réalité très composite. On estime les Miskitos à 80.000, les Sumus à 8.000, les Ramas à 800 et les Garifonas à 500, tandis que la population non indienne se partage entre métis (de Noirs) et créoles (descendants d'Européens) à hauteur de 30.000. Il faut aujourd'hui compter également avec les organisations indiennes passées à l'opposition au gouvernement, dont certaines alliées aux forces de la "contra".

La discussion du projet d'autonomie a pris la forme de consultations publiques puis d'avant-projet de loi. C'est du 21 au 24 avril 1987 qu'une Assemblée multi-ethnique s'est réunie à Puerto Cabezas, avec 240 délégués des communautés de la Côte atlantique pour rédiger les 42 articles de l'avant-projet de loi d'autonomie. C'est ce texte qui est maintenant soumis à l'Assemblée nationale à Managua.

Nous donnons ci-après le point de vue de trois personnalités de la Côte atlantique, dont les interviews ont été publiées dans *Pensamiento Proprio* d'avril 1987.

Note DIAL

#### 1. Interview de Hugo Sujo Wilson, historien, membre de la commission pour l'autonomie de Zelaya-Sud.

*Pensamiento Proprio* - En 1984, sous la présidence de José Santos Zelaya, c'est la "réintégration de la Mosquitía". Comment voyez-vous cet événement?

Du point de vue historique il ne s'agit pas d'une réintégration proprement dite car ni l'Espagne ni la République fédérale centro-américaine, née après l'indépendance, ni non plus le Nicaragua, suite à la dissolution de la fédération, n'ont exercé une souveraineté effective sur cette région de la Côte atlantique (1). Je l'appellerais plutôt intégration, car l'événement a été plus politico-juridique que réel.

P.P. - Quelles implications cela a-t-il eu dans la vie des habitants de la Côte atlantique?

Presque toutes les lois faites par Zelaya au bénéfice du pays ont porté préjudice à la Côte atlantique. Après la "réintégration", Zelaya a offert en cadeaux à ses amis de grandes superficies de nos terres. Il a de plus porté atteinte à notre culture en cherchant à faire disparaître les langues locales. Il a même interdit l'enseignement

[1] L'expression usuelle se réduit à "la Côte". Pour éviter les confusions, nous précisons chaque fois "Côte atlantique" (NdT).

en anglais, ce qui a contraint à fermer de nombreuses écoles moraves qui faisaient un admirable travail d'éducation et qui n'ont été réouvertes qu'après sa chute en 1910.

Les fonctionnaires civils et militaires se comportaient comme de véritables conquérants. Ils nous traitaient comme des peuples dominés en commettant toutes sortes d'abus contre les autochtones. Cela n'a fait qu'augmenter la méfiance entre les populations de la Côte atlantique et de la Côte pacifique du Nicaragua, dont l'origine remonte à l'arrivée des Anglais. Quand ceux-ci arrivèrent sur la Côte atlantique, ils se firent les amis et les protecteurs des autochtones, les Miskitos, contre les Espagnols. D'où leur acceptation par les gens de la Côte atlantique.

Le problème s'est compliqué avec Zelaya qui n'a jamais voulu reconnaître la différence entre le Pacifique et l'Atlantique. Le premier gouvernement nicaraguayen qui parviendra à saisir cette différence et à l'accepter sera le véritable réintégrant de ces territoires. Il semble que les jeunes du FSLN s'engagent sur cette voie en appliquant l'autonomie.

**P.P. - Le FSLN a reconnu qu'il avait commis des erreurs. Pouvez-vous rappeler les événements qui ont contribué à tendre les relations avec le gouvernement après la victoire de la révolution?**

Certains faits, apparemment anodins, ont beaucoup affecté les groupes indiens dans leur esprit et leur attitude. Par exemple, on a voulu imposer une organisation comme les Comités de défense sandinistes (CDS). Dans les quartiers on faisait pression sur les gens pour qu'ils organisent la surveillance, sous la menace de ne pas leur vendre d'aliments s'ils s'y refusaient.

En plus il y a eu les grandes erreurs comme le transfert des Indiens miskitos qui vivaient sur les bords du fleuve Coco. Peu importe si les intentions étaient bonnes: ce fut une erreur. Pourquoi faire partir de là des populations qui y vivaient depuis des temps immémoriaux? Pour elles le fleuve est sacré.

Il n'y a pas eu beaucoup de violence, de sang ni de répression à l'époque du soulèvement contre Somoza. Seuls quelques jeunes qui avaient des liens avec la Côte pacifique étaient au courant. La majeure partie des habitants de la Côte atlantique ont vécu pacifiquement jusqu'au moment de la fuite de Somoza.

**P.P. - Dans la problématique de la Côte atlantique on parle aussi d'un conflit inter-ethnique...**

A Bluefields, les créoles qui ont eu le pouvoir politique à l'époque de la Mosquitia et qui en avaient été privés depuis la "réintégration", ont accueilli avec enthousiasme le Front sandiniste. Ils pensaient, grâce à son appui, reconquérir définitivement leur pouvoir perdu.

C'est ainsi qu'a commencé le conflit. Il y a eu affrontement entre les groupes. Le gouvernement central a envoyé des autorités pour imposer l'ordre et les créoles, qui avaient repris le commandement, ont été déposés. A nouveau mis à l'écart du pouvoir, ils ont nourri du ressentiment envers les métis de la Côte pacifique. Mais avec la reprise du processus d'autonomie, le gouvernement a commencé à leur faire une place en les mettant à la tête d'organismes-clés de l'Etat.

**P.P. - Y a-t-il eu un esprit séparatiste?**

Il est évident qu'il a existé chez ceux qui voyaient l'Angleterre comme bienfaitrice et l'Etat comme ennemi. Mais ce sentiment n'a jamais été général. Il ne résulte pas non plus de l'enseignement morave, comme l'affirme Jorge Jenkins dans son livre *El desafío indígena en Nicaragua*. Jenkins rejette sur les moraves la respon-

sabilité de certaines attitudes de la population de la Côte atlantique envers la révolution. Ce n'est pas vrai. C'est l'Etat nicaraguayen, depuis les temps de la "réintégration", qui en est le principal responsable. Il est injuste d'attribuer aux moraves la formation d'une mentalité anglophile parmi la population atlantique. D'abord parce que les Anglais sont arrivés ici avant les moraves. Ensuite parce qu'après la "réintégration" aucun gouvernement n'a contribué à faire disparaître cet état d'esprit. Au contraire ils l'ont renforcé avec les mauvais traitements qu'ils nous ont infligés.

**P.P. - Le projet d'autonomie a-t-il été accepté dès le début?**

Non. Beaucoup pensaient qu'il s'agissait d'une manoeuvre politique du gouvernement qui ne dépasserait pas le stade des promesses. Aujourd'hui, devant le sérieux de l'affaire, les gens commencent à s'y intéresser. Mais il y a encore beaucoup à faire... Et pas seulement ici sur l'Atlantique. Sans la compréhension des habitants de la Côte pacifique, l'autonomie ne pourra pas marcher. Je me souviens que, quand a commencé le mouvement pour l'autonomie, un groupe de chez nous est allé à la ville de Granada. Tandis que nous mangions dans un endroit public, des métis se sont approchés et nous ont demandé si nous étions des Cubains. "Non, avons-nous répondu, nous sommes de la Côte atlantique". Ils ont répondu: "Ah, c'est vous qui voulez l'indépendance de la Côte atlantique du Nicaragua!"...

**P.P. - Si vous aviez la possibilité de corriger l'avant-projet d'autonomie, quels changements introduiriez-vous?**

Je changerais la partie qui parle de l'élection des gouverneurs. Une des incises dit que le gouverneur sera élu à partir d'une liste envoyée par le gouvernement central. J'effacerais ça. L'élection du gouverneur doit être directe et populaire, ou alors indirecte entre membres de l'Assemblée.

## **2. Interview de Farán Donetz, directeur du Collège morave de Bluefields, et de Michael Gray, directeur du Centre d'enquêtes de la Côte atlantique**

**Pensamiento Próprio - Apparemment, le processus d'autonomie est dans l'impasse, alourdie dernièrement par un nouveau report de l'Assemblée multi-ethnique. Quelles peuvent en être les conséquences pour l'avenir du projet?**

Farán Donetz - La principale conséquence est que le peuple commence à douter, à penser que l'autonomie ce ne sont que des mots. Il est certain qu'il y a des projets-pilotes en marche, mais cela n'empêche pas les gens de continuer à se demander si ce n'est pas le point final. C'est très dangereux car cela fait renaître une méfiance encore plus grande.

Je crois que cela vaut la peine de reprendre les discussions sur l'autonomie; que pendant les débats à l'Assemblée nationale la discussion continue dans les communautés, en particulier du Zelaya-Nord, pour approfondir le concept d'autonomie et dissiper les malentendus. Même là où le travail avec la population a été le plus fort et où existe un climat positif de confiance, comme à Bluefields et à Rio Grande, les gens manient ce concept dans la confusion.

Michael Gray - S'il n'y a pas une vraie compréhension de ce qu'est l'autonomie et si on ne refait pas du battage autour du projet, la deuxième étape du processus - l'élection des représentants et la mise sur pied du gouvernement autonome - pourrait se voir réduite et être l'occasion de nombreuses erreurs, car le contenu exact du projet n'a pas encore été assimilé. A mon avis, il manque une campagne politique permanente. Ici, sur la Côte atlantique, la propagande a été très limitée et n'a pas été beaucoup efficace. On ne peut justifier, au point où nous en sommes, à l'heure où sont faites les consultations et rédigés les statuts, une si faible compréhension

des contenus du programme d'autonomie. Et cela, pour ne parler que de la Côte atlantique. On ne peut qu'imaginer pire pour la population de la Côte pacifique qui a été historiquement séparée de nous.

**P.P. - Cela veut-il dire que le degré de compréhension est faible dans la population sur la signification de l'autonomie?**

M.G. - Bien sûr. Dans les communautés les gens ne comprennent pas très bien le contenu théorique du projet d'autonomie, même s'ils devinent qu'il renferme quelque chose dont ils ont besoin et qui peut leur être utile. Le moment est venu d'en finir avec les discours et de passer aux actes. La réussite de l'autonomie dépendra de la capacité qu'auront les différents gouvernements, régionaux et communaux, de mettre en oeuvre des projets concrets où les gens pourront constater les avancées matérielles auxquelles ils aspirent.

**P.P. - On se méfie encore du projet?**

F.D.-Un peuple qui a vécu dans l'oubli et sous l'oppression pendant tant d'années ne peut effacer ça sans autre forme de procès. Le peuple de la Côte atlantique se méfie encore. Il dépend du gouvernement, grâce à des faits concrets, d'en finir avec ce climat de méfiance. Sinon cela ne pourra avoir que des effets négatifs sur l'autonomie.

M.G. - Depuis la fameuse "réintégration de la Mosquitia" en 1894, les habitants de la Côte atlantique, de tel ou tel parti mais en fonction de leurs perspectives propres, se sont battus pour le bien de leur région. Nombre de leurs efforts ont raté et les promesses historiques n'ont pas été tenues. Durant ces deux années de travail autour de l'autonomie, la méfiance s'est peu à peu dissipée car certains résultats ont été obtenus, comme l'éducation bilingue. Il s'agit maintenant d'aller plus loin.

**P.P. - On parle de conflits inter-ethniques. Comment se manifestent-ils?**

M.G.-Sur la Côte atlantique nous avons appris à vivre dans la tolérance entre groupes ethniques. Ici nous disons "*les Côtiers*", qu'ils soient Miskitos, métis ou créoles. L'essentiel est d'être né ici. La différence apparaît quand vient le métis du Pacifique: il arrive comme un intrus. Le racisme a été ici une réalité qui ne va pas disparaître, pas même avec l'autonomie (2). Celle-ci va peut-être permettre d'améliorer les relations mais ce n'est pas une loi qui va changer ça automatiquement.

Sur la Côte atlantique, j'ai vu le racisme se manifester de façon subtile quand se posent des questions de lutte pour le pouvoir. En 1979, après la victoire de la révolution, à l'heure de l'attribution du pouvoir, on a vu surgir en plein jour des problèmes qui étaient restés historiquement occultés. Les conflits se sont surtout produits entre Noirs et métis. Pour l'instant on n'en voit plus... jusqu'à nouvel ordre. Peut-être vont-ils ressurgir avec les élections.

F.D. - Le problème du racisme est un peu plus sérieux, car les gens qui parlent espagnol ignorent pour la plupart les coutumes et les pratiques de la Côte atlantique, sans compter la langue... De nombreux Nicaraguayens qui ne sont pas d'ici ne savent même pas qu'on ne peut pas aller en auto de Bluefields à Corn Island. Pour leur parler d'autonomie, il faut leur faire connaître notre vie. Nous devons leur faire comprendre que demander l'autonomie ce n'est pas vouloir la séparation. Au contraire, nous voulons contribuer efficacement au développement du pays, chose que nous ne pourrions faire qu'en nous sentant des Nicaraguayens reconnus et considérés dans leur valeur.

---

[2] Le racisme, semble-t-il d'après le contexte, tant envers les habitants de la Côte pacifique qu'entre habitants de la Côte atlantique [NdT].

**P.P. - Certains pensent que l'autonomie n'intéresse que les Miskitos, les Sumos, les Ramas et les Garífonas, et que les créoles de Bluefields ou de Corn Island n'en font pas grand cas.**

F.D.-Beaucoup de gens font la confusion dans tout ça. C'est un fait que les communautés indiennes ont leurs organisations qui veillent sur leurs droits. Ce qu'elles pensent ressort immédiatement. Nous les Noirs, nous avons aussi été considérés comme des citoyens de deuxième catégorie et nous espérons vivement que l'autonomie aidera à restaurer la dignité du peuple de la Côte atlantique. Mais nous n'avons pas d'organisation qui parle en notre nom. On ne connaît donc pas le sentiment de la population noire.

M.G. - Depuis la "réintégration", tout le peuple de la Côte atlantique a perdu son pouvoir de décision, son hégémonie: certaines races plus que d'autres. L'autonomie est une tentative de restitution au peuple de la Côte de ce qui lui a été enlevé avec cette fameuse réintégration. Mais cette fois, chose nouvelle, ce sera dans le cadre de l'unité nationale, ce qui est intéressant pour tout le monde, y compris les créoles.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)